



Assemblée générale

Distr. limitée
15 novembre 2000
Français
Original: anglais

Cinquante-cinquième session

Deuxième Commission

Point 97 de l'ordre du jour

Formation et recherche

Nigéria* : projet de résolution

Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 49/125 du 19 décembre 1994, 50/121 du 20 décembre 1995, 51/188 du 16 décembre 1996, 52/206 du 18 décembre 1997, 53/195 du 15 décembre 1998 et 54/229 du 22 décembre 1999,

Ayant examiné les rapports du Secrétaire général¹ et du Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche²,

Se félicitant des efforts faits pour consolider le processus de restructuration de l'Institut et des progrès que ce dernier a réalisés récemment dans ses divers programmes et activités, notamment l'amélioration de la coopération avec d'autres organismes des Nations Unies et avec les institutions régionales et nationales,

Exprimant sa gratitude aux gouvernements et aux organismes privés qui ont apporté des contributions financières et autres à l'Institut ou lui en ont annoncé,

Notant que les contributions au Fonds général de l'Institut n'ont pas augmenté proportionnellement à la participation accrue des pays développés aux programmes de formation, et soulignant qu'il faut d'urgence réduire cet écart,

Réaffirmant que les activités de formation devraient avoir un rôle plus important dans la gestion des affaires internationales et l'exécution des programmes de développement économique et social des organismes des Nations Unies et qu'il faudrait mettre ce rôle plus en relief,

* Au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine.

¹ A/55/510.

² Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément No 14 (A/55/14).

1. *Réaffirme* l'importance d'une démarche coordonnée à l'échelle du système des Nations Unies en matière de recherche et de formation, et souligne qu'il est nécessaire que les institutions de formation et de recherche des Nations Unies évitent les doubles emplois;

2. *Réaffirme également* l'utilité de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, compte tenu de l'importance croissante de la formation au sein du système des Nations Unies et des besoins des États dans ce domaine, et l'intérêt des activités de recherche liées à la formation menées par l'Institut dans le cadre de son mandat;

3. *Souligne* qu'il faut que l'Institut renforce encore sa coopération avec les autres instituts des Nations Unies et les instituts nationaux, régionaux et internationaux appropriés;

4. *Se félicite* des progrès réalisés dans l'instauration de partenariats entre l'Institut et d'autres institutions et organismes des Nations Unies en ce qui concerne leurs programmes de formation et, à cet égard, souligne qu'il faut développer et élargir encore la portée de ces partenariats, en particulier au niveau des pays;

5. *Se félicite également* des décisions que le Secrétaire général a prises jusqu'à présent d'assurer la continuité dans la direction de l'Institut et d'examiner la question du grade qui conviendrait au poste du directeur général;

6. *Demande* au Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche de déployer des efforts accrus pour faire appel à des experts de pays en développement et de pays en transition aux fins de l'élaboration de matériels pédagogiques pertinents pour ses programmes et activités, et souligne que les cours de l'Institut devraient essentiellement porter sur le développement;

7. *Renouvelle* l'appel qu'il a lancé à tous les gouvernements, en particulier à ceux des pays développés, et aux institutions privées qui n'ont pas encore apporté de contributions financières ou autres à l'Institut, pour qu'ils lui fournissent un appui généreux, financier et autre, et demande instamment aux États qui ont cessé de verser des contributions volontaires d'envisager de recommencer à le faire, compte tenu des progrès qui ont été réalisés dans la restructuration et la revitalisation de l'Institut;

8. *Engage* le Conseil d'administration de l'Institut à poursuivre ses efforts pour éliminer l'écart entre la baisse des contributions au Fonds général de l'Institut et l'augmentation de la participation à ses programmes;

9. *Engage également* le Conseil d'administration à envisager d'organiser des activités de l'Institut dans d'autres lieux, notamment dans les villes où siègent les commissions régionales, en vue de promouvoir un renforcement de la participation et de réduire les coûts;

10. *Prie* le Secrétaire général de continuer à examiner, en consultation avec l'Institut et avec les fonds et programmes des Nations Unies, les moyens permettant de faire systématiquement appel à l'Institut pour exécuter des programmes de formation et de renforcement des capacités;

11. *Prend note avec satisfaction* des services rendus par le Directeur général de l'Institut eu égard aux difficultés liées au surcroît de responsabilités auquel son bureau a dû faire face;

12. *Prie* le Secrétaire général de mettre à la disposition de l'Institut les bureaux dont il a besoin à Genève et à New York sans que celui-ci ait à acquitter un loyer et des frais de fonctionnement, comme l'a demandé le Conseil d'administration, compte tenu du fait que ce privilège est accordé à d'autres institutions des Nations Unies;

13. *Prie également* le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa cinquante-sixième session, de l'application de la présente résolution.
